

Distr.  
GENERALE

TD/TIMBER.2/15  
22 mars 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LA NEGOCIATION  
D'UN ACCORD DESTINE A SUCCEDER A L'ACCORD  
INTERNATIONAL DE 1983 SUR LES BOIS TROPICAUX  
Quatrième partie  
Genève, 10 janvier 1994  
Point 8 de l'ordre du jour

ELABORATION D'UN ACCORD DESTINE A SUCCEDER A L'ACCORD INTERNATIONAL  
DE 1983 SUR LES BOIS TROPICAUX

Résumé des déclarations faites après l'adoption de l'Accord  
à la séance de clôture de la Conférence, le 26 janvier 1994

1. A sa 14ème séance plénière (séance de clôture), le 26 janvier 1994, la Conférence a établi le texte de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux et a adopté une résolution finale. Après l'adoption de l'Accord, les délégations suivantes ont fait des déclarations : Union européenne, Autriche, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Suisse, Brésil, Cameroun. Ces déclarations sont résumées ci-après.
2. Selon le porte-parole de l'Union européenne, celle-ci n'était pas en mesure de s'associer au projet de texte de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, car d'importantes questions concernant ce texte devraient être prises en compte avant qu'elle puisse arrêter sa position en la matière.
3. Le représentant de l'Autriche a dit que sa délégation émettait de sérieuses réserves de fond au sujet du projet d'accord publié sous la cote TD/TIMBER.2/CRP.7. De l'avis de sa délégation, le projet d'accord présenté dans le document TD/TIMBER.2/L.9 contenait encore un certain nombre d'éléments qui, pour son pays, étaient très difficiles à accepter. Il a souligné que ce projet nécessiterait un examen plus approfondi pour que l'Autriche puisse déterminer sa position définitive à l'égard du nouvel Accord.

4. Le représentant de la Chine a déclaré que le texte de l'accord destiné à succéder à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux présentait quelques aspects positifs. Cependant, il ne reflétait pas les intérêts fondamentaux de tous les pays concernés d'une manière qui soit à la fois objective, équitable et équilibrée. La Déclaration de principes adoptée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio précisait bien qu'afin d'assurer une mise en valeur durable des ressources forestières, "des ressources financières nouvelles et supplémentaires devraient être fournies aux pays en développement pour leur permettre de gérer, de conserver et d'exploiter de manière écologiquement viable leurs forêts". En tant que pays en développement ayant des forêts tropicales et certains produits dérivés de bois tropicaux à exporter, la Chine ne devait pas être exclue des avantages du fonds à créer au titre du nouvel Accord en vue de l'aménagement durable des forêts tropicales des membres, et il ne fallait pas lui appliquer à cet égard un traitement discriminatoire. Dans l'utilisation et la répartition des ressources du fonds aux fins de l'application de l'Accord, la Chine respecterait les dispositions de celui-ci concernant la taille des forêts tropicales et tiendrait dûment compte des intérêts des autres membres de l'Accord, notamment ceux des producteurs. Etant un pays en développement, elle ne devait cependant pas être privée des droits légitimes qui étaient les siens au titre de tout accord international de produit, dès lors qu'elle s'était engagée à honorer les obligations énoncées dans celui-ci. Le représentant de la Chine a fait en outre remarquer que la délégation chinoise avait exprimé cette position à maintes reprises au cours des négociations. Il était regrettable qu'elle n'ait pas été pleinement comprise ni considérée de manière positive par certaines délégations à la Conférence. Le nouvel Accord n'observait pas le principe important de l'avantage universel à procurer aux pays en développement dans la coopération économique internationale. De surcroît, la délégation chinoise ne parvenait pas à se figurer un statut juridique adéquat pour le document dont était tiré ce qu'il était convenu d'appeler l'"engagement" de "tous les membres", ni en quoi résidait le caractère juridiquement contraignant d'un tel "engagement". Aussi la délégation chinoise ne pouvait-elle qu'exprimer ses réserves au sujet du texte du nouvel Accord.

5. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que la renégociation positive de l'Accord avait été une question hautement prioritaire pour sa délégation, car celle-ci estimait que l'Accord international sur les bois tropicaux avait joué un rôle utile en encourageant la gestion durable des bois tropicaux pour le commerce international. Les nouveaux éléments contenus dans l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux offraient des avantages accrus aussi bien aux consommateurs qu'aux producteurs. Les Etats-Unis étaient particulièrement satisfaits de ce que le nouvel Accord fasse état de l'engagement pris à Bali (Indonésie), selon lequel les exportations de bois tropicaux devaient provenir, d'ici l'an 2000, de sources gérées de façon durable. Le représentant s'est également félicité de la création du Fonds pour le partenariat de Bali, qui contribuerait à renforcer la capacité des pays producteurs de bois tropicaux d'assurer une gestion durable de leurs ressources forestières. Les Etats-Unis continueraient d'appuyer les efforts visant à promouvoir l'accès à la technologie et le transfert de technologie, la coopération technique, ainsi que la propriété intellectuelle à des conditions mutuellement convenues, ainsi que le recommandait le nouvel Accord. Un transfert fructueux de technologie supposait des conditions librement

négociées et la prise en considération de la nécessité d'une protection suffisante et efficace des droits de propriété intellectuelle. L'article 36 du nouvel Accord tenait dûment compte des problèmes des membres en matière de discrimination commerciale en spécifiant que les dispositions de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux ne sauraient justifier des mesures commerciales discriminatoires dans le commerce international des bois tropicaux.

6. Le représentant du Canada a déclaré que l'un des principaux objectifs de son pays dans les négociations en cours avait été de veiller à l'élaboration de principes directeurs et de critères équitables et appropriés pour tous les pays producteurs de bois. Le nouvel Accord contribuait à la réalisation de ces objectifs par un engagement commun en faveur du principe de la durabilité, qui se manifestait dans le nouveau Fonds pour le partenariat de Bali. Celui-ci visait à rendre les pays en développement mieux à même d'atteindre les objectifs de l'Accord concernant la gestion durable des forêts. L'orateur a constaté avec satisfaction que le texte du nouvel Accord ne fournissait aucun élément qui permette à des pays d'utiliser celui-ci pour justifier une discrimination commerciale. Il a également noté que, dans un esprit de partenariat qui sous-tendait cet accord, les pays consommateurs avaient formulé une déclaration concernant la gestion durable de leurs forêts situées dans les zones tempérées et boréales. Il a fait observer que le Canada était l'un des principaux exportateurs de produits forestiers du monde et que l'attachement du Gouvernement canadien à l'objectif consistant à parvenir à une gestion durable des forêts d'ici l'an 2000 était d'autant plus réel qu'il bénéficiait de l'appui sans réserve des provinces du Canada et était fondé sur la stratégie forestière nationale du pays. Le Canada était d'avis que le nouvel Accord devait fournir un point de départ pour poursuivre la concertation actuelle en vue d'un consensus global sur les différentes valeurs de tous les types de forêts.

7. La représentante de la Suisse a dit que l'Accord de 1994 était un important instrument qui offrait le cadre voulu pour un dialogue et une coopération entre pays producteurs et pays consommateurs, ce à quoi la Suisse avait toujours été attachée. L'Accord était le fruit d'un compromis qui, par définition, ne pouvait pas pleinement satisfaire toutes les parties. Cependant, il représentait un pas dans la bonne direction, constituant un maillon nécessaire dans un processus qui mènerait à la gestion durable de toutes les forêts. La représentante s'est félicitée de la confirmation de l'engagement pris pour l'an 2000 et a réaffirmé la volonté de la Suisse de fournir des ressources financières supplémentaires aux pays qui mettraient en pratique une gestion durable des ressources forestières.

8. Le représentant du Brésil a déploré qu'il n'ait pas été possible d'élargir la portée de l'Accord pour y inclure tous les types de bois du marché international, ce qui aurait assuré un équilibre adéquat entre les droits et les obligations de tous les pays producteurs de bois. Il a pris note de la déclaration des pays consommateurs concernant leur détermination à honorer les engagements pris dans le cadre de la CNUED. Le Brésil espérait que la création du Fonds pour le partenariat de Bali aiderait les membres producteurs à faire les investissements nécessaires pour appliquer une stratégie visant à ce que les exportations de bois tropicaux proviennent, d'ici l'an 2000, de sources gérées de façon durable, étant entendu que ce

Fonds fournirait des ressources financières nouvelles et supplémentaires non réservées à un emploi déterminé, pour permettre aux membres producteurs d'assumer intégralement le surcoût convenu inhérent à l'application d'une telle stratégie. Par ailleurs, l'orateur a souligné que le Conseil international des bois tropicaux devrait évaluer les dotations en ressources du Fonds, en tenant compte de la nécessité d'un apport adéquat, prévisible et rapide de moyens financiers et de l'importance d'un partage de la charge entre les donateurs. Il a ajouté que la capacité des pays producteurs d'exporter des produits provenant de sources viables serait fonction de la suite effectivement donnée par les donateurs à leurs engagements concernant les ressources financières et le transfert de technologie, eu égard à la nécessité d'un développement durable de leur économie. Pour finir, il a déclaré que le Brésil interprétait l'article 36 comme se référant aux importations et à l'utilisation de bois dans les pays consommateurs.

9. Le représentant du Cameroun s'est dit satisfait de la conclusion positive de l'Accord, même si certains points mineurs n'avaient pas été réglés. Le Cameroun émettait les mêmes réserves que d'autres pays, mais s'efforcerait de respecter les dispositions de l'Accord.

-----